



le quotidien

rouge

journal d'action communiste

LUNDI 13 MAI 1974
NUMERO 15 - 1 Franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaid

LA GRANDE FAMILLE

**TRAVAIL
FAMILLE
PATRIE**

A Poitiers, samedi soir, Giscard a consacré sa réunion publique à l'électorat féminin. Il y a réussi, à grand renfort de périphrases, le tour de force d'évoquer l'avortement sans jamais prononcer le mot; sans même parler d'interruption de grossesse.

Son seul envol lyrique fut en l'honneur de la famille, refuge de sécurité et de tendresse, en cette époque de troubles et d'incertitude. Au moment où le pape intervient dans la campagne du referendum italien sur le divorce, pour défendre les liens sacrés du mariage, Giscard prend le relai de Royer, dans le maintien de l'ordre moral et l'apologie de la famille, pilier de l'Occident chrétien.

Il faut dire que Giscard a de puissantes raisons d'enfourcher ce nouveau thème. La famille, pour lui, c'est aussi le capital accumulé et transmis de génération en génération. Ce sont les fruits de l'exploitation séculaire mis en commun. Le patrimoine des Schneider ajouté à celui des d'Estaing. La famille, ce sont déjà les héritiers et les héritières lancés dans la campagne.

C'est aussi la grande famille de tous les possédants, des indulgences entre gens du même monde, des petites complicités et des services rendus. C'est ce cercle au sein duquel on a pour règle de laver son linge sale.

Le programme de Giscard est désormais complet. Si l'on met bout à bout les thèmes de sa campagne, on retrouve l'inévitable trilogie du « travail, famille, patrie ». La bourgeoisie ne peut guère se renouveler. Giscard annonce les trois couleurs. Lorsque cet homme de Finances se prétend de coeur, ça sonne métallique dans sa bouche.

Et c'est pourquoi encore, le 19 mai, il faudra battre Giscard !

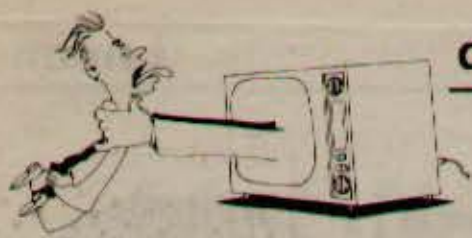


Giscard à Poitiers :

En ces temps de changements,
la famille reste un refuge de
sécurité, de tendresse...

**(P.4) UN STAGE COMMANDO
COMME LES AUTRES**

**(P.5) RENCONTRE DES MILITANTS
OUVRIERS DES GROUPES
TAUPE ROUGE LES 1, 2,
3 JUIN**



IMAGINEZ QU'IL AIT ROTÉ...

● Imaginez qu'il ait roté. Ou éternué. Oui, imaginez que Mitterrand ait roté ; ce sont des choses qui arrivent. Dans un scrutin qui peut se jouer à 1 % (300.000 voix), le rot ou l'éternuement pouvaient être fatals. Il y a peut-être 1 % de Français, de téléspectateurs qui ne veulent pas d'un président qui rote ou éternue à table. Et la balance électorale aurait basculé sous le souffle. On en prenait pour 7 ans de Giscard, comme après avoir brisé un miroir.

Exagération ? Non. Il faut le dire, le redire, le crier encore, puisque la grande presse de gauche ou de droite s'est tue : le face à face de vendredi soir constitue à plus d'un titre un scandale. Un précédent intolérable. L'anti-démocratie.

L'ANTI-DEMOCRATIE

Là encore, les métaphores sportives n'ont pas manqué : jeux de cirque, match de boxe, combat de coqs. On a donné le menu des protagonistes et insisté sur le dernier coup de poigne. Disons plus simplement que le débat se situait dans le prolongement des jeux télévisés et qu'on n'aurait pas été surpris outre mesure de voir Guy Lux remplacer Baudrier comme meneur de jeu.

Le mécanisme du face à face accentue encore la personnalisation inhérente à l'élection du président de la République au suffrage universel. Ce que l'on éclaire, ce que l'on expose au jugement, ce sont les qualités intellectuelles, morales ou physiques des prétendants. Le cœur contre la raison. Mitterrand plus humain et plus sûr, Giscard plus logique et plus élégant. Oubliés les programmes ! Dans la coulisse les forces sociales, les partis, les syndicats ! Ne restent que les individus.

On accredit ainsi l'idée que le vainqueur ne devra sa victoire qu'à lui-même, qu'il sera délivré de tout

engagement avec quiconque, puisque c'est son habileté, sa maîtrise, son sang-froid qui sont offerts au plébiscite. Quel contrôle pourraient revendiquer les électeurs sur un candidat qui ne leur a rien demandé d'autre que leurs applaudissements et leurs voix ?

Nous avons déjà souligné dans le passé la façon dont le pouvoir personnel gaulliste s'était accommodé de la télévision. Le nombre des postes de télévision a été multiplié par 5 environ durant les années 60. Et de Gaulle a créé la tradition, reprise par Pompidou, des allocutions et conférences de presse télévisées. Une forme de plébiscite ordinaire, à domicile, qui permet au chef de l'Etat de s'adresser à des citoyens atomisés, engourdis, en famille, par-dessus leurs organisations et toute forme d'activité collective. L'information hyper-centralisée a pour revers l'émiettement social qui divise pour mieux régner.

C'est exactement l'inverse de la démocratie directe, de la démocratie ouvrière, de la démocratie de la Commune de Paris : des délégués élus et révocables à tout instant par des gens qui les connaissent d'expérience, au niveau de l'usine, de la localité.

UNE ENTREPRISE DE DEPOLITISATION

Mais, plus grave encore que ce mécanisme anti-démocratique, il y a, derrière le face à face de vendredi soir, une vaste entreprise de dépolitisation des masses. Il fallait entendre, immédiatement après l'émission, les commentaires d'une dizaine de spécialistes réunis par Europe 1.

Chacun s'efforçait de discuter des qualités « techniques » des candidats, abstraction faite de leurs

ILS ETAIENT LA, FACE A FACE... DEUX SUPERHEROÛX, DEVANT NOUS... NOUS NOUS SENTIONS PETITS, MINABLES, TASSÉS DANS NOS PAUTEUILS... IL ALLAIT FALLOIR CHOISIR.

GISCARD, VENIMEUX, DANTEQUE... ET LE FRONT IL DEURAIT BOUTRE DES INSCRIPTIONS DESSUS PRODIGIEUX GISCARD...

MITERRAND AVEC SES GESTES LARGES, ONCTUEUX, L'OEIL MOUILLE CE QU'IL FAUT ET SI SEREIN

LA FRANCE SUSPENDUE A UN RENIPLÈMENT, QUI D'UN COUP LA FAIRAIT BASCULER. LE SPECTACLE ETAIT GRANDIOSO ON ECOUTAIT PLUS ON REGARDAIT LE SOURCIL, LA CRAVATE, LA POCHETTE... UN NOUVEAU PAPILLON AURAIT PU ENPORTER LA DECISION. ON EN OUBLIAIT CE QU'ILS DISAIENT...



idées, de leurs programmes, « que l'on connaissait déjà ». Ce n'est pas par hasard que la moitié de ces invités étaient des professionnels américains du marketing et de la publicité. Ce n'est pas par hasard non plus qu'on a tant insisté sur le parallèle avec le débat Kennedy-Nixon. Tout cela est inhérent à l'évolution vers un régime présidentiel : de même que la personnalité des épouses des candidats prend (comme aux USA) une nouvelle importance électorale, de même la campagne télévisée permet de rassembler une clientèle électorale autour d'un homme sans contrôle, au détriment des forces organisées et militantes. Dès lors, l'étude du marché électoral permettra de plus en plus aux ordinateurs de tracer le portrait-robot du candidat idéal, bête de télé, monstre sacré du suffrage universel.

C'est très grave.

Nous avons toujours dénoncé les illusions et les mirages de la démocratie bourgeoise. Cette fois, le système se caricature lui-même. Que Giscard se prête à l'opération est tout à fait normal : ce mécanisme va dans le sens de son projet de régime présidentiel. Que Mitterrand s'y prête aussi c'est significatif et inadmissible. On ne peut prétendre changer la vie, promettre aux travailleurs de vivre autrement, parler d'autogestion et accepter ce terrain. Comment aide-t-on les travailleurs à changer leur vie, à prendre en mains leurs affaires, à auto-gérer leurs usines quand on commence par leur demander une délégation inconditionnelle de pouvoirs pour 7 ans et à un seul homme ? Quand on commence par les ravaler au rang de (télé)spectateurs passifs, atomisés, isolés, d'une joute qui s'inscrit programme entre le match Boutier-Monzon et la finale de rugby à quinze ?

interview

le contrôle des prix par Giscard...

ÇA VAUT LE DEPLACEMENT

Jamais Giscard n'a reculé devant les mensonges les plus effrontés. Vendredi dernier, face à Mitterrand, il expliquait que ses services étaient engagés dans une lutte résolue contre l'inflation. Incrédules, nous sommes allés voir sur place ; nous avons rencontré un travailleur de la direction des prix, qui a répondu aux questions de « Rouge ».

La direction des prix, c'est d'abord elle qui mène la lutte anti-inflation pour Giscard. Avec 18 % de hausse des prix par an prévus pour 74, ça ne doit pas être le surmenage chez vous ?

sont passées à la trappe. Il ne risque pas de se heurter une nouvelle fois aux patrons.

Mais comment se fait concrètement le contrôle ?

D'abord, il faut savoir que nous sommes très peu : 2000 en France 20 fois moins que ceux des impôts. Pour le gouvernement, la hausse des prix c'est moins important que la perception des impôts qu'il exige. Sans parler de notre efficacité : quand nous faisons des contrôles, nous devons nous faire connaître. Les commerçants sont bien sûr sur leurs gardes et ça limite les possibilités de contrôle réel.

Un contrôleur qui découvre une fraude dresse un procès-verbal. Ce procès-verbal, la direction en fait ce qu'elle veut : elle peut le déchirer, elle n'est pas obligée de lui donner des suites judiciaires. Un patron qui fraude sur les prix peut obtenir facilement une transaction. Il y a même un bureau spécialisé dans la transaction. Prend le cas d'un patron de super-marché, par exemple, qui a fraudé sur les prix : ou bien il ne sera pas condamné, ou bien il pourra discuter sur le montant de l'amende. Par contre, quand un pauvre type vole dans le même super-marché, les flics n'ont pas tant d'égards...

Tout de même, si les prix augmentent, c'est que la direction des prix accepte de les laisser grimper...

Tu sais, la direction des prix n'a pas pour but de lutter contre l'inflation. Elle a été créée pour exprimer le mieux possible les intérêts généraux du patronat français dans le domaine des prix, au-dessus des intérêts individuels de chaque patron, de chaque branche professionnelle. Ce qui n'est pas exactement la même chose. Quand elle a été créée, en 1945, c'était une époque de pénurie. Beaucoup de produits étaient taxés, et sa tâche était de lutter contre le marché noir. Depuis, elle s'est adaptée à l'évolution de la situation économique : il y a aujourd'hui quelques produits taxés, peu nombreux, qui ont un prix imposé. Mais la plupart sont seulement contrôlés ; cela veut dire qu'on peut les augmenter si on trouve une raison acceptable par la direction.

Alors, finalement, vous ne pouvez pas grand chose contre les hausses en faisant votre métier tel qu'on vous demande de le faire. Mais est-ce que tu as des idées sur ce qu'on pourrait faire en s'y prenant autrement ?

Nous savons des tas de choses aussi bien sur les circuits économiques qui existent que sur la façon dont les patrons établissent leurs prix. On peut expliquer par exemple pourquoi le bœuf qui est acheté 3,50 F et 9,50 F au kilo, est vendu entre 18 et 28 F selon les morceaux... Bien sûr, ces informations, on ne peut pas les publier sans risque de sanctions.

Cela pose un problème de fond. Mener une lutte efficace contre l'inflation, ce n'est pas à partir d'un bureau qu'on peut le faire. Le seul véritable contrôle, c'est celui que pourraient faire les travailleurs en s'organisant en Comités. Au Chili par exemple, avec les JAP (comités de contrôle de l'approvisionnement et des prix) des choses concrètes ont été réalisées. Si de tels comités se créaient en France, les travailleurs de la direction des prix auraient un rôle à jouer : pour trouver les causes réelles de la hausse des prix, aider les travailleurs à remonter les filières, à étudier la possibilité d'autres circuits de distribution, etc. Mais, seuls, nous ne pourrions jamais nous asseoir sur les prix pour les empêcher de monter...

Et la direction est portée à trouver beaucoup de « raisons acceptables » ?

Fourcade, le maire de St Cloud, directeur jusqu'en 1973, s'est montré conciliant. Sinon, après son départ, on ne lui aurait pas donné une place de directeur au CIC... Quant au directeur actuel, Verdeil, il a eu la frousse en novembre, quand on a voulu lui faire endosser la responsabilité de la grève des commerçants. Toutes les plaintes contre les marchands de légumes

QUELS SYNDICALISTES ?

Pour accréditer son image d'homme de dialogue et d'ouverture le grand argentier nous dit à l'ORTF « je favoriserai l'entrée, dans cette majorité présidentielle, des hommes de gauche et notamment des syndicalistes qui refusent le programme commun ». On attend avec curiosité quelle raclure il aura bien pu trouver. Le sieur Constantin Simakis, secrétaire général de la CFT, doit en frétiler d'aise.



Giscard d'Estaing

LES FEMMES POTICHES

● Le développement sans précédent de la campagne pour l'avortement libre et gratuit organisée par les divers mouvements révolutionnaires et l'écho qu'elle a rencontré, oblige Giscard dit D'Estaing à formuler quelques promesses savamment mesurées.

Son offensive de charme a commencé par la nomination pour la première fois d'une femme comme inspecteur des finances. Cette décision largement exploitée par la presse intervient comme par hasard en période électorale. Samedi, à Poitiers, accompagné de fille et de sa brigade musclée d'acclamation le candidat des banques a consacré son exposé au « rôle et à la place de la femme dans la société française contemporaine ». Il nous annonce

bravement qu'il « assurera aux femmes une représentation aussi importante que possible dans le gouvernement ». Mais aussitôt il rectifia « l'une d'entre elles sera chargée auprès du premier ministre des problèmes de la condition féminine ». La montagne accouche d'une potiche. Récupérant un vieux slogan syndical « A travail égal salaire égal », il promet qu'il « veillera à l'application de la loi du 22 décembre 1972 ». Mais il se garde bien d'expliquer comment il n'y a pas veillé jusqu'à présent.

On l'attendait sur le sujet brûlant de l'avortement. Mais là aussi l'électorat réactionnaire de Royer l'oblige à des contorsions verbales, « maintenir le respect à la vie tout en facilitant le plus possible le recours à la contraception » et « prendre les mesures d'aide morale

LA FRANCE DE GISCARD

● Aujourd'hui, il s'agit de tout autre chose. Giscard, s'il réussit, se sera transformé de représentant d'un secteur relativement déterminé du capital en « sauveur » de la bourgeoisie nationale engagée dans un pas très périlleux. Jusqu'à présent, depuis le 2 avril, il a mené sa barque sans commettre d'erreurs importantes. Dans un contexte de crise de succession aigue où la nécessaire liquidation de la succession gaulliste plonge dans l'angoisse les hommes du capital, il a su s'imposer politiquement à sa classe comme une issue possible. La chute vertigineuse de Chaban entre le 3 avril et le 5 mai a montré avec quel réflexe et quel flair la classe dominante et le capital se sont rassemblés autour de Giscard, au-delà de leurs contradictions internes « secondaires ».

C'est une assez belle leçon de choses pour le mouvement ouvrier. Aujourd'hui donc, Giscard a l'immense majorité du capital et de la classe dominante derrière lui. Mais ce n'est pas assez pour être élu président.

Il s'en faut de beaucoup. Ce qu'il faut essayer d'examiner attentivement, c'est comment il a su résoudre le problème de tout candidat du capital dans le cadre du système institutionnel bonapartiste existant en France : se doter d'une base-appui électorale et « plébiscitaire » hors de la classe dominante pour gouverner aussi stablement que possible contre le mouvement ouvrier. Bien sûr, pour Giscard, l'espoir de mordre sur la classe ouvrière « politique » comme le fit De Gaulle pendant les 7 premières années de son règne n'existe pas. Il en est parfaitement conscient.

Par ailleurs, le développement de ce que Poulantzas appelle la « nouvelle petite-bourgeoisie », sans doute assez improprement, pousse ces couches politiquement aux abords du mouvement ouvrier. En conséquence, Giscard est conduit à poser politiquement au « protecteur » (Poulantzas) des couches en perte de vitesse, artisans, petits commerçants, petits paysans... D'où la prudence récupération du maigre héritage de Royer après le 5 mai. Mais l'opération est très délicate. Le ministre des Finances qui matraque ces couches quelques années durant n'est pas le mieux placé pour leur promettre bonheur et prospérité.

C'est pour cela qu'en définitive le meilleur atout de Giscard reste purement politique, le vieux glaive inusable de tous les régimes décomposés en France depuis 36 : la peur du rouge. Giscard en use dans les

deuxièmes et pas comme un bretteur à la Sanguinetti, mais si l'on y regarde bien c'est la véritable trame de son argumentation.

« Vous êtes arc-bouté sur une minorité de Français qu'ont rejoints, c'est vrai, un certain nombre de millions, ceux auxquels maintenant je m'adresse... » disait Mitterrand à Giscard en conclusion de la grande confrontation télévisée.

A sa manière le candidat de la gauche ne pose pas mal le problème.

« Rouge » se satisfait généralement de vilipender Giscard comme le candidat de la droite, des gros, du Capital, indifféremment. Ces incertitudes dans l'expression traduisent une difficulté réelle à appréhender les forces sociales et politiques sur lesquelles « s'arc-boute » Giscard.

Entre le Giscard du 19 mai 74 et celui qui, à la tête des Républicains Indépendants, menait en 69 une guérilla impitoyable contre le Bonaparte à bout de souffle, il y a un gouffre. Dans une interview récente à « Libération », N. Poulantzas



présente Giscard comme « représentant du capital monopoliste bancaire... d'un capital beaucoup plus internationalisé sous la coupe du capital américain que Chaban ».

C'est un peu péremptoire mais ce n'est pas faux. Il faut se rappeler que les terribles réglemens de compte de ces années au sein de la majorité — et dont l'épisode de la feuille d'impôts de Chaban lâchée en pâture aux journalistes par Giscard constitue le point culminant — correspondaient certes à des batailles d'influence politique décisives à l'amorce de la chute du gaullisme, mais aussi à des heurts sérieux entre fractions du grand capital (affaire Willot, Garantie Foncière).

Rétrospectivement, Giscard, porté par la fraction du grand capital qu'évoque Poulantzas, apparaît comme l'un des artisans les plus obstinés et les plus actifs de la liquidation du gaullisme, dans ceux de ses aspects politiques que mai 68 a jetés irrévocablement au rencard, mais aussi du gaullisme chabanien, pompidolien, arc-bouté sur les fractions du capital « sauvage » que représentaient les Rives Henrys et autres Modiano...

C'est pour cela que l'opération Giscard n'a pas encore réussi, et ne réussira pas nécessairement. Ses atouts sociaux sont très maigres. Et même s'il vient à passer sur la barre du couteau, c'est là que commenceront les difficultés.

Dans le contexte socio-économique actuel, Giscard ne mettra pas 6 mois à s'aliéner sa base d'appui parmi les petits et les moyens qui ont peur du rouge mais sont laminés par l'inflation et la concurrence.

Politiquement, Giscard est hors d'état de reconstituer une nouvelle majorité de type « gaulliste ». Il lui faudra s'efforcer de se façonner une carure bonapartiste à la mesure des institutions existantes qui sont sa chance essentielle contre le mouvement ouvrier, tout en liquidant l'essentiel du gaullisme.

C'est la quadrature du cercle ou presque.

En fait, ce qu'on voit d'ores et déjà se dessiner au cours de la campagne de Giscard, c'est un pouvoir de combat, agressivement tourné contre le mouvement ouvrier, presque explicitement appuyé sur l'activisme d'extrême-droite, police anti-ouvrière et contre-révolutionnaire officieuse. Une forme de bonapartisme de droite décadent et totalement branlant comme l'Allemagne en a connu dans les années 30...

M.L.

SYNDICALISME ET GOUVERNEMENT

■ Mitterrand face à Giscard à la télé, Marcel Paul, ancien ministre du PCF dans l'Humanité, tous les deux ont évoqué, chacun à sa manière, la place du mouvement syndical sous un gouvernement de gauche.

Le premier attaquant la politique réactionnaire de Giscard, lui reproche d'avoir fait capoter un projet de Messmer qui prévoyait la présence de deux salariés (cadres) siégeant dans les conseils d'administration. Et il cite un exemple, l'Allemagne, où existe « une représentation par moitié des salariés » dans les « conseils de surveillance ».

Le second, relatant son action ministérielle, au lendemain de la guerre, explique qu'il s'entourait de militants responsables, délégués par chaque fédération syndicale d'industrie, en accord avec le bureau confédéral. Ils siégeaient près de cabinet officiel du ministère et suivaient ainsi, pas à pas, avec les hauts fonctionnaires, l'élaboration des décisions. Précisant son

action propre, il ajoute : « De fait, il me fallait, dans la pratique, faire coopérer des militants syndicaux et des cadres supérieurs de l'administration nommés par le président du conseil ou le Conseil des Ministres ».

Ces déclarations sont pour le moins inquiétantes : on explique d'un côté que l'économie reste capitaliste, qu'après les neuf nationalisations, 87 % des salariés continueront à travailler pour des patrons.

Et de l'autre, on chante les vertus de la « participation », de la « collaboration » de l'Etat et du mouvement syndical. C'est d'une véritable politique d'intégration du mouvement syndical qu'il s'agit là. D'autant plus que se multiplient d'ores et déjà les déclarations préventives des dirigeants confédéraux prônant la modération revendicative et combattant la « démagogie » et l'« excès » qui mettraient en difficulté un gouvernement de gauche.

P.C.F.

Le discours de Waziers remis au goût du jour !

■ « La bataille du charbon (...) Ce fut une victoire de notre parti. Je rappelle pour mémoire le discours de Maurice Thorez à Waziers ». C'est Marcel Paul dans l'Humanité de vendredi qui fait ce rappel dans un article vantant l'efficacité des ministres PCF au gouvernement.

Ce discours, Maurice Thorez le prononça pour inviter les mineurs à augmenter la production. Pour mesurer la portée de cette allusion entre les deux tours, il est bon d'en citer quelques passages.

« Je ne peux pas comprendre, par exemple, que des délégués à la Caisse de secours puissent donner des billets de malade sans journée de maladie... »

(...) Voici un autre cas. On m'a signalé l'autre jour que dans un puits de l'Escarpelle, une quinzaine de jeunes gens, des galibots, ont demandé de partir à six heures pour aller au bal. Je dis que c'est inadmissible.

Vous le savez bien, chers

camarades, j'ai été jeune aussi. J'ai été aussi au bal et j'ai dansé, mais je n'ai jamais manqué un seul poste, à cause d'une fête ou d'un dimanche, jamais. (...)

(...) Ici, chers camarades, je le dis en toute responsabilité au nom du Comité Central, au nom des décisions du Congrès du Parti, je le dis franchement : il est impossible d'approuver la moindre grève, surtout lorsqu'elle éclate, comme la semaine dernière, aux mines de Béthune, en dehors du syndicat et contre le syndicat. On a pris des sanctions. Sur quatre porions, on en a réintégré deux, en les retrogradant ailleurs. (...)

(...) Nous savons que les avis des ouvriers peuvent bien souvent influencer d'une façon très favorable les décisions des ingénieurs. Je pense qu'en définitive la décision reste à l'ingénieur et qu'une décision doit être appliquée sur l'ordre de l'ingénieur, autrement il n'y a pas d'autorité possible, d'exploitation possible.

Le gaullisme

FABRICATION D'UN HEROS NATIONAL

● Le gaullisme se meurt, le gaullisme est mort. Tel est le résultat du scrutin du 5 mai. Qu'est-ce que le gaullisme ? D'où vient-il ? Qu'a-t-il fait ? Nous ne sommes pas un parti, disent les gaullistes, qui se faisaient gloire d'être, du vivant de de Gaulle, les « godilots » du général. Il est vrai que l'UDR n'était pas un parti en ce sens qu'elle ne reposait pas sur des couches sociales déterminées en invoquant une idéologie appropriée à celles-ci. Le gaullisme — cela était largement reconnu — avait de grandes analogies avec le bonapartisme qui lui aussi divisait toutes les catégories sociales et toutes les formations politiques. Il constitue une forme politique correspondant à des besoins donnés de la bourgeoisie française pour une période spécifique. Dans des périodes de grandes mutations sociologiques

et politiques, après ou avant une période de désordre, la bourgeoisie qui ne peut résoudre ses problèmes dans un cadre de démocratie parlementaire, confie ses intérêts fondamentaux, c'est-à-dire son Etat, à un homme « au-dessus des partis », lié directement au peuple « sans intermédiaires ». Il doit être un « rassembleur » de la nation, associant divers fragments de classes ou couches sociales. Il doit avoir un passé ou un nom permettant de remplir ce rôle qui brouille les lignes de classe.

Qu'est-ce qui, dans le passé de de Gaulle, lui a permis de devenir un Bonaparte ? Militaire de carrière, promu à de hautes fonctions, il se heurta à Pétain quand celui-ci était le grand maître des armées, définissant la politique militaire du capitalisme français. De Gaulle prévoyait en 1933 que, dans la guerre mondiale

qui s'annonçait, les chars d'assaut appuyés par l'aviation joueraient un rôle décisif, il préconisait une armée de métier hautement mécanisée, capable d'actions offensives et nia la valeur de la ligne Maginot. Pétain, au contraire, voyait l'avenir de la France assuré par une politique défensive derrière cette ligne et niait l'emploi tactique des chars et des avions préconisés par de Gaulle. Lorsque l'offensive allemande battit son plein en 1940, Paul Reynaud, appelé à la tête du gouvernement, fit du colonel de Gaulle un secrétaire d'Etat aux armées et le promut général de brigade.

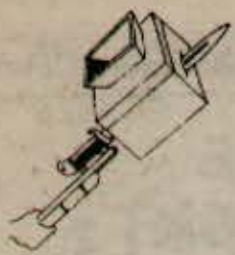
La supériorité indéniable des conceptions de de Gaulle dans le domaine de l'emploi tactique des armes — non son projet d'armée de métier — lui aurait assuré une renommée militaire. Il fallait autre

chose pour qu'il put remplir un rôle politique par la suite. Son acte décisif, ce fut sa déclaration du 18 juin 1940. Il se rebella contre le gouvernement de Pétain et contre l'autorité militaire, appelant officiers et soldats à le suivre, c'est-à-dire à l'insubordination — ce qui était peu fait pour le mettre dans les faveurs de la bourgeoisie. Mais il le fit parce qu'il **mita sur la victoire dans la guerre mondiale des impérialismes américain et britannique, tandis que les capitalistes français s'orientaient sur la victoire de l'impérialisme allemand.** — L'avenir montra qu'il avait fini juste et devint ainsi une carte majeure plus tard pour le capitalisme français.

De Gaulle en 1940 n'était connu que de cercles restreints. Il n'arriva alors à organiser dans la « France libre » qu'une armée de bric et de broc recrutée dans quelques colonies. Le recrutement plus massif ne vint que deux ou trois ans plus tard. Aucun homme politique connu ne le soutint en 1940. Il fabriqua surtout au début un service de renseignements, le BCRA, où Soustelle joua un rôle important, recrutant toutes sortes

de gens, dont pas mal d'arrivistes et d'aventuriers que l'on retrouvera plus tard dans les organisations gaullistes. Les gouvernements américain et britannique n'avaient envers de Gaulle qu'une confiance mitigée, mais ils n'avaient pas le choix en ce temps de guerre, et l'aiderent matériellement. Les dénonciations de Vichy firent connaître son nom à la population française. Il commença à acquérir une auréole. Les groupes de résistance qui se formaient avaient besoin de l'aide matérielle des « alliés » qui passait par lui et durent bon gré mal gré accepter sa direction souvent plus formelle que réelle. Comme l'Union Soviétique se trouva à partir de 1942 alliée aux Etats-Unis et à la Grande Bretagne, les formations de résistance dirigées ou influencées par le PCF reconnuent également en de Gaulle le leader de la résistance et le présentèrent comme tel dans leur propagande. Et c'est surtout ainsi qu'il devint aux yeux des masses un « héros national », qu'il acquit le prestige dont il se servira très largement par la suite.

(à suivre)
Pierre Frank



armée

UN STAGE COMMANDO COMME LES AUTRES !

Stage commando effectué en décembre au CEC de Vieux Brisach, par la 1^{re} compagnie du 53^e régiment de commandement et transmissions (RCT) stationné à Freiburg Breisgau.

Le stage se fait sous la direction des gradés de Vieux Brisach et du capitaine de notre compagnie, un certain Pard dont le père, à l'époque capitaine aussi, se serait rendu tristement célèbre pendant la guerre d'Indochine (on voit tout de suite le complexe que ça peut provoquer chez le fils).

15 jours avant le début du stage, nous avons subi un « entraînement basé sur le traditionnel parcours du combattant, mais aussi sur le parcours du risque où les obstacles sont déjà plus dangereux, les déplacements se faisaient en courant. Le capitaine Pard a tenu à faire un discours pour expliquer ce qui nous attendait. Le speech fut mené sur deux plans.

— D'abord la politique du mâle : « ceux qui pissent debout restent, ceux qui pissent assis peuvent sortir, ils sont dispensés du stage » (textuel).

C'est toujours cette idée débile qui faisait dire au colonel accueillant les nouvelles recrues : « Le bon sens populaire ne trompe pas ; tant qu'on n'a pas fait l'armée, on n'est pas un homme ». Aussi Pard évoquant la chute mortelle d'un sergent à un stage précédent nous précisa : « si ça vous arrive, moralement ça ne me fait rien de plus emmerdant c'est qu'il faudra faire des papiers en trois exemplaires », manière détournée mais fort éloquent de rappeler leur fameux droit aux 7 % de pertes humaines.

— Ensuite, les menaces sur les permis et on sait ce que ça représente.

• menaces à ceux qui hésiteraient devant l'obstacle.

• menaces à ceux qui tireraient au cul, qui se porteraient malades : ceux-là iront laver les gamelles (suprême humiliation pour un esprit phallocrate) ou bien reprendront le stage après un séjour à l'infirmerie et là avec la perte d'entraînement que ça suppose « ils en chieront bien en reprenant le stage ».

Mais de toute manière on laisse les appelés dans le vague, sur ce qui les attend, ainsi il leur est impossible de s'organiser préalablement.

LES CONDITIONS DE VIE — L'ENVIRONNEMENT — L'ÉTAT D'ESPRIT

La visite médicale obligatoire avant le stage n'a pas eu lieu ; heureusement il n'y a pas eu d'« accident » chez nous, mais s'il en est ainsi pour tous ceux qui font le stage, alors certains « accidents inexplicables » s'expliquent facilement.

Par rapport à la caserne, le CEC fait figure d'îlot de libéralisme. La discipline sur certaines contraintes quotidiennes se relâche, par exemple au niveau de la tenue, des cheveux, du rasage, des appels (on ne cire plus les rangers, etc...). Le centre lui-même donne une certaine impression de liberté, il n'y a pas de grilles pour l'entourer. Il donne une impression de confort : on mange dans des assiettes, la bouffe nous est apportée à table par des serveurs et sur plateaux chromés s'il vous plaît !

Bref, tout ceci aboutit à un relâchement de l'esprit de résistance, on est cajolé, il règne un esprit bienveillant sur nous. Moins agressif que d'habitude par la discipline, on est plus enclin à supporter et à accepter autre chose. Quant au personnel d'encadrement, choisi en fonction de sa carrière et de ses antécédents (guerres d'Indochine et d'Algérie) il assure son autorité en menaçant les récalcitrants de leur « foutre sur la gueule ». Notons la présence de quelques appelés, profs de gym dans le civil mais qui ne jouent pas aux crevures.

DEROULEMENT DU STAGE

Nous avons été divisés en trois équipes très cloisonnées les unes par rapport aux autres. A peine le temps de nous débarrasser de nos affaires militaires et personnelles nécessaires pour trois semaines, le commandant

du CEC nous accueille en ces termes (textuel) : « Il faut que je fasse de vous des coupeurs de couilles, moi j'en suis un ; si on emmerde notre pays ou si vous m'emmerdez un jour, je suis chargé de vous couper les couilles ».

couteau et qu'on leur donne une minute pour tuer un poulet. Sinon, rien à bouffer ! L'apprentissage du crime commence. Tuer un poulet pour manger c'est nécessaire, bien sûr. Mais en moins d'une minute, quand on n'a jamais tué un poulet,

la plateforme, suspendus (tout le poids porte sur la corde) suspendus à 15 mètres du sol, ils ne pouvaient pas s'en tirer seuls, et souffraient beaucoup. Mais les chefs ne trouvent rien d'autre à dire que « espèce de con, démerde-toi tout seul ! ». Les gradés le laissent ainsi se débrouiller tout seul pendant plus de vingt minutes.

TROISIEME SEMAINE

consacrée au « raid commando » du lundi après-midi au vendredi matin.

Conditions de marche :

• La bouffe. Le premier jour, ration normale (Sucre, boeuf et fromage en boîte, chocolat, clopes, caramels, bouillon déshydraté, café). Les jours qui suivent, ration de « survie », équivalant de mille calories, contenant quelques sucres, quatre caramels, un bout de chocolat, 250 grammes de lait concentré, concentré de viande, bouillon de viande, pastilles de sel. Le toubib a quand même insisté pour que les boîtes de ration soient améliorées car on était en hiver mais cela restait véritablement de la survie.

• Armes : FSA ou PM.

Tenue : treillis, veste fourrée, sac-à-dos (on pouvait emmener des couvertures, du linge de rechange, des rangiers de rechange, mais c'était lourd et il fallait faire un choix).

• Accessoires : cartes, boussoles, aux mains des gradés. Des lampes, du méta pour se réchauffer, faire cuire les bouillons, gourdes, gamelles, sac de couchage.

Le programme :

Les participants sont séparés en groupes. La marche se fait de 4h de l'après-midi à 8 ou 9h du soir. A ce moment une moitié va procéder à une « attaque commando » pendant que l'autre moitié se charge des sacs à dos des attaquants et continue de marcher jusqu'à 1h du matin environ. La moitié agissante s'entraîne à attaquer des sentinelles et à plastiquer des camions (attaques fictives) puis elle rejoint les autres. Ensuite on pouvait dormir, manger (sic). Mais 24h sur 24.

les consignes étaient :

- pas de bruit, pas de traces.
- pas de feu avec fumée.
- gardes permanentes (ça réduit le temps de sommeil).
- interdiction de se séparer de l'arme.

— se cacher à la moindre alerte (hélico, avion, etc.).

— ne pas se faire repérer par d'autres bidasses.

C'est cette épreuve qui fut la plus épuisante. La conjugaison du froid (jusqu'à -17°C) de la faim, de la fatigue physique a démolit les hommes. L'agressivité se faisait de plus en plus évidente. On a vu, cas limite mais quand même significatif, un engagé piquer un appelé avec un couteau car il ne voulait plus avancer, et un appelé frapper à coups de pieds et de poings un autre appelé pour la même raison. On a même été jusqu'à attacher un ceinturon (en nœud coulant) autour du cou d'un bidasse ; pour le faire avancer, il suffisait de tirer.

JE ME SENS BIEN
DANS L'ARMÉE!!!



Et aussitôt après nous fûmes avalés par une machine impitoyable, un engrenage, une chute de trois femines dans l'abrutissement total.

En effet, aussitôt le petit discours terminé, on nous fit faire une marche commando, 8 km en moins d'une heure.

PREMIERE SEMAINE

consacrée au franchissement de pistes parsemées d'obstacles qui provoqueraient de nombreux départs pour l'infirmerie.

exemples d'obstacles :

La roulette : un câble tendu entre deux pylônes. Départ 10 mètres de haut, arrivée 2 mètres de haut. Il faut lâcher la roulette avant de venir buter contre le pylône d'arrivée et ce à grande vitesse. L'atterrissage se fait sur du gros gravier.

Bilan : plusieurs chevilles foulées ou cassées.

Le saut de puce : du haut d'une plateforme de 5 mètres de haut environ, on doit sauter sur une petite planche de 40 cm sur 30 cm environ, laquelle est fixée sur le tronc d'un arbre. La distance de la plateforme à la planchette est de deux mètres de hauteur, et 1 m 50 en largeur. On atterrit juste sur le bout des pieds et si on ne s'y prend pas bien, on s'ouvre soit le genou, soit la gueule sur le tronc d'arbre qui supporte la planchette.

alors ça devient un vrai massacre. Courir après les poulets, leur trancher le cou, ils se débattent, le sang gicle partout. C'est une vraie boucherie. Certains sont écoeurés par cette violence inutile, d'autres jouent les durs et rigolent, les gradés sont contents de voir ça.



On a aussi posé des mines sous des chars en marche. Il fallait passer sous les chenilles du char, d'abord à l'arrêt, ensuite à faible allure, enfin à 15 km/heure. De curieuses expressions échappaient à certains gradés : « allez-y, écrabouillez les, faites en de la chair à pâté !!! ».

DEUXIEME SEMAINE

pas de thème principal, mais toute une série d'exercices :

Exercice dit « de navigation » :

On apprend à confectionner un radeau avec une toile de tente et de la paille. Ensuite il faut traverser le canal du Rhin avec ce radeau, 1h seulement après avoir mangé. Comme on était en plein mois de décembre, il nous a fallu ramer avec nos mains, au milieu des glaçons.

Tir de nuit : à l'infra-rouge. Tant qu'on ne met pas cinq balles sur cinq dans la cible, on continue.

Marche de nuit : avec attaque d'un ou deux camions sensés transporter des armes et des explosifs. Détail pittoresque, ce sont les engagés de notre compagnie qui nous guidaient avec cartes et boussoles ; eh bien, ils nous perdent et on ne trouve plus les camions.

Parcours de nuit : très dangereux. On ne voit rien du tout (même pas de lampe de poche) et il faut progresser en silence. On passe sur des portiques sans rien voir. De plus, comme en plein jour d'ailleurs, on ne se sert jamais des dispositifs de sécurité (sangle, corde, etc.) « ça retarde », disent les gradés.

Escalade et descente en rappel. Escalade de remparts ; pour descendre on prend élan sur une plateforme, mais deux appelés ne s'étant pas suffisamment lancés, se sont retrouvés les doigts coincés par la corde contre



On a même frôlé l'accident comme à Chézy. Nous avons longé une voie ferrée pour raccourcir, la voie passait sur un pont, nous l'avons traversé, mais à ce moment arriva un train, il a fallu courir pour ne pas être écrasés. Heureusement personne n'est tombé, sinon c'était la catastrophe.

Bref, tous ont terminé dans un grand état d'épuisement, prêt à faire n'importe quoi pour que ça s'arrête. Personne ne songeait à gueuler contre les responsables du stage, mais tous reportaient leur agressivité contre ceux qui tiraient au cul (se faisant porter leur sac, etc.) ou qui ne pouvaient plus marcher (fatigue excessive). Nous étions devenus très manipulables, très agressifs.

LES CONCLUSIONS QUE L'ON PEUT TIRER

Le stage commando a montré qu'on pouvait faire faire ce qu'on voulait avec des bidasses moyens. Un mélange de flatterie phallocratique, d'humiliation de l'homme, de l'esprit d'équipe, d'émulation, le mythe du héros (les bandes dessinées de guerre) l'annihilation de l'esprit de résistance par la fatigue physique. Tout cela aboutit à ce que cherchaient les gradés, c'est-à-dire :

— agressivité des soldats... mais pas contre eux,

— acceptation sans résistance de tout ce que dit le chef,

— impossibilité de réagir,

— on peut manipuler les hommes comme on veut.

On ne peut pas dire que le stage, le raid surtout, prépare à la lutte anti-guérilla, mais il est certain que la plupart des appelés, en fin de stage, conditionnés de la sorte, auraient accepté de participer à des actions répressives contre « l'ennemi intérieur », si les chefs y avaient poussé.

DETAILS PIQUANTS

Depuis peu ont été supprimées du stage, certaines parties comme :

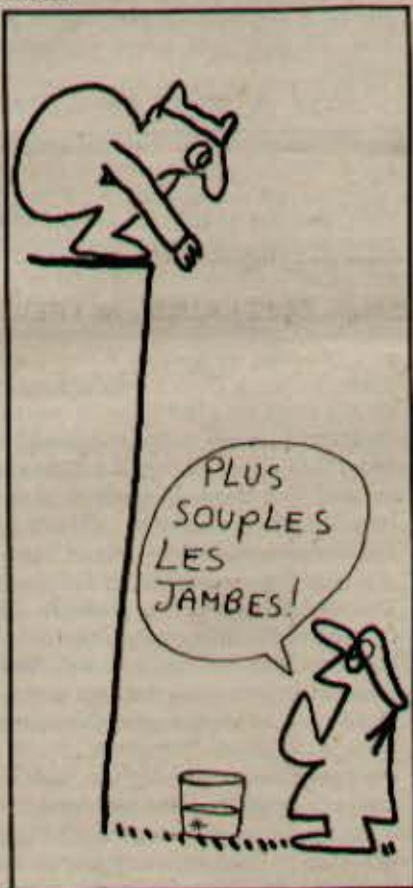
— le corps à corps.

— la fabrication de pièges (comme faisait le Vietcong)

— la fabrication de cocktails molotov.

En effet, ceci peut servir à certains, plus tard, dans les manifs !

Un groupe de participants à ce stage commando.



Bilan : une arcade sourcilière et plusieurs genoux esquinés.

Pendant cette semaine, s'est également déroulée l'opération « survie ». Dans un poulailler, 6 poulets, plus des nouilles, il s'agissait de faire un repas. Jusque là rien de curieux. Mais ça se corse quand on choisit 6 bidasses, qu'on les arme d'un



La gauche, c'est la participation de tous. Aucune considération mesquine, aucune revanche sur le passé. La gauche travaillera avec toutes les compétences pour appliquer la politique nouvelle voulue par le pays.

« L'EXEMPLE DE LIP NOUS A SERVI »

Depuis un mois, les ouvriers des garages réparent gratuitement les voitures, cité Allende. C'est la forme de lutte qu'ils ont choisi pour imposer leurs revendications : 1 F de l'heure, le 13ème mois, prime de transport, prime de panier, et réduction des horaires sans diminution de salaire. Le Quotidien Rouge a interviewé Marcel, tôlier, militant CFDT.

● Comment a commencé le mouvement ?

mardi, ils réparent aussi gratis. Ça s'étend.

Tout d'abord, il y a eu des débrayages tournants de 1 h à 2 h par jour. Cela depuis le 15 mars, et à peu près pendant trois semaines. Après l'échec de la réunion paritaire du 11 avril, le mouvement s'est durci le 12 avril. C'est le blocage des garages. Les gars de Peugeot, Renault, Opel, Simca, Citroën, Neveu partent en grève illimitée.

● comment êtes-vous arrivé, après les débrayages à durcir votre action et à employer de telles formes d'action ?

Les débrayages, c'est pas suffisant pour faire céder le patron, et ça lasse les gars. On s'est mis alors en grève totale. L'exemple de Lip nous a servi. Depuis plus de trois semaines on répare gratis les voitures (tôleries, mécanique, électricité, vidange, graissage). On traite à peu près 200 voitures par jour et c'est la queue ! Comme ça, malgré la grève, les travailleurs sont solidaires avec les grévistes.

D'autre part, les garagistes de Vannes sont en grève depuis trois semaines, les garagistes de Brest et d'Auray sont en grève depuis

● Comment se manifeste la solidarité ?

On a reçu de l'argent de Hte Savoie, des usines de la région de Lorient. Il y a un comité de soutien avec la CFDT, la CGT, FO, la FEN, le PS, le PSU, le PCF, et l'UDB.

On va faire des collectes à la sortie des usines, sur les marchés,



J'AI FAIT UN TRÈS LONG VOYAGE POUR VENIR VOUS VOIR.

on distribue des tracts pour populariser notre lutte.

Les mareyeurs ont distribué trois fois du poisson aux grévistes. On a eu 700 kg. de patates gratis, 20 douzaines d'œufs à moitié prix, avec les paysans travailleurs ils vont peut-être nous amener de la viande à 7 F le kilo.

● Et la suite du mouvement, tu la vois comment ?

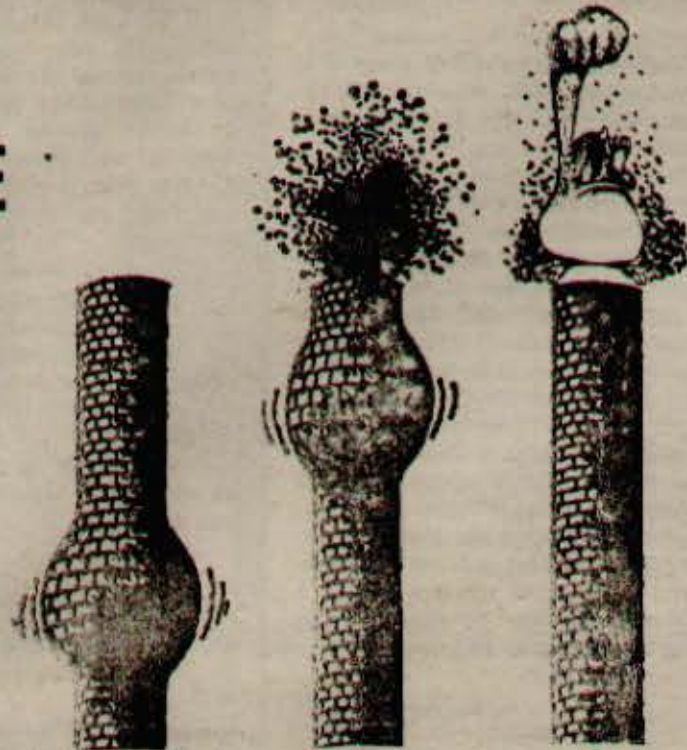
Les patrons, ça va mal. Ils se sont réunis hier au sein de la chambre syndicale patronale départementale ; Laine, le président a démissionné. Mais c'est Court, le patron de Renault qui est le plus dur. Ils ont proposé 40 centimes à partir d'avril et 5 % au 1^{er} mai. On est loin du compte ; et pour le reste des revendications : rien.

Nous, on continue jusqu'au bout. Et puis, les autres garages commencent à avoir conscience que les problèmes de Lorient sont communs.

Comme les grévistes demandent 1 F 20, les patrons voudraient augmenter les prix à la facturation de 2 F. Une heure de garage avec TVA, ça fait 2800 F, l'ouvrier, lui, est payé en moyenne 6 F 60. Tu vois la différence ! Ils veulent discréditer les grévistes vis-à-vis de la population en disant que si les prix augmentent c'est la faute des grévistes. Mais ça marchera pas.

CCP 28 16 45 Y Nantes
Syndicat CFDT de Lorient des Métaux
« Soutien aux Garages »

1-2-3 JUIN CONFERENCE NATIONALE DES GROUPES TAUPE ROUGE



L'année dernière, 800 militants ouvriers des groupes Taupe Rouge s'étaient réunis à Rouen pour confronter leurs expériences et se coordonner par branches. A l'appel du FCR, va se tenir les 1, 2 et 3 juin, une nouvelle rencontre nationale des groupes Taupe Rouge. Le but de cette rencontre sera de faire le point sur :

- * les échéances économiques et la situation politique en cas de victoire de Giscard ou de Mitterrand
- * les tâches des révolutionnaires pour le développement de l'auto-organisation des travailleurs et du contrôle ouvrier en partant des leçons des dernières luttes, de Lip à la grève des banques
- * le socialisme et l'autogestion.

L'essentiel des discussions aura lieu, plus encore que l'année dernière, en commissions, où pourront être confrontées les diverses expériences sur les luttes, l'activité syndicale, les différentes formes d'organisation du comité d'action au comité de grève, la lutte contre

la surexploitation des femmes et des immigrés.

Cette rencontre se situera dans un cadre internationaliste avec la participation de militants ouvriers de plusieurs sections européennes de la IVème Internationale, et avec des discussions sur la situation poli-

tique dans les principaux pays européens.

Pour préparer cette rencontre, il faut organiser des débats autour du programme d'action publié par Rouge et des principaux thèmes développés au cours de la campagne électorale du FCR.



ils ne respectent pas la trêve



ELBEUF: L'ANCIENNE MUTUELLE OCCUPEE

■ Après trois semaines de grève, les travailleurs de l'ancienne mutuelle ont décidé d'occuper leur entreprise le jeudi 9 mai. Cette décision, prise à l'unanimité, a été dictée par l'attitude intransigeante de la direction et la nécessité de passer à une étape supérieure de la lutte pour la victoire des revendications :

- 1300 F mini
- révision des classifications
- 10 % d'augmentation
- 5e semaine de congés payés
- paiement des jours de grève.

Réaction de la direction : elle rompt les négociations et coupe le téléphone, n'hésitant pas à mettre en jeu ainsi la sécurité

Depuis le début du mouvement, sur proposition de la section syndicale CGT, les grévistes prennent une part active à la gestion de la grève en participant massivement aux AG. Ils forment un comité exécutif de grève fondé sur le volontariat. Ils se répartissent en commissions (presse, loisirs, popularisation). Les grévistes, syndiqués ou non, accompagnent à tour de rôle les délégués syndicaux et du personnel aux négociations.

L'unité et la démocratie ouvrière font la force de la grève. La popularisation de la lutte et la solidarité financière rendent possible la victoire.

FONDERIE NOUVELLE DE CHARLEVILLE (ARDENNES) : LES OUVRIERS NE SE LAISSENT PAS FAIRE.

■ La semaine dernière, la direction décide une réorganisation du travail se traduisant pour certains postes de noyautage par la mise en place de deux équipes par jour au lieu d'une. Les délégués CGT refusent en raison des surcharges de travail. Le lendemain, deux ouvriers noyauteurs qui avaient pointé aux heures habituelles se voient retirer leur carte et menacés de licenciement. 250 ouvriers répliquent par un premier débrayage. Mercredi dernier, les 400 salariés décident la grève totale pour exiger le maintien au poste des deux ouvriers licenciés, l'augmentation générale des salaires, l'augmentation de 50 % de la prime de vacance, la suppression des trois jours de carence maladie, un 13ème mois pour tous et les paiements des jours de grève sans récupération. Des piquets de grève occupent l'usine nuit et jour.

« Hexa-Limbourg », LE COMBAT CONTINUE !

■ En grève depuis 39 jours, les 200 travailleurs de l'entreprise « Hexa Limbourg » en faillite, organisent ce lundi une journée « portes ouvertes » afin de démontrer que l'entreprise est viable et rendent public un rapport d'expert-comptable.

IMPRIMERIE « QUOVADIS » DE NANTES : MOUCHARDAGE AUDIO-VISUEL

■ Un patron à l'avant-garde, à l'avant-garde de la technique de mouchardage, M. Beltrany, directeur de l'imprimerie « Quovadis » à Nantes et propriétaire d'une usine de même type au Canada est en train de faire installer un système de micros et de caméras qui relié à son domicile situé à 100 mètres de l'usine, lui permettrait de voir et d'entendre tout ce qui s'y passe et de donner des ordres. Les 2000 ouvriers viennent de répliquer par la grève et exigent l'arrêt des travaux d'installation. Pas d'écoutes à l'usine.

LES BRIQUETS « FEUDOR » EN GREVE

■ L'Union syndicale CGT de la métallurgie de l'Isère annonce que les 1500 salariés de « Feudor » se sont mis en grève illimitée pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

DANS LES CES AUSSI : NI TREVE, NI COMPROMIS

■ Dans notre CES, le CES Rabelais, il n'y avait aucune liberté d'expression : pas de foyer, pas de panneaux d'affichages, etc... Le seul désir qu'éprouvaient les élèves, c'était de se barrer du CES pour avoir un minimum de liberté.

Tout a commencé par la rédaction d'un tract fait par trois élèves, appelant à une réunion pour parler des problèmes du CES. De cette réunion (qui a vu une participation massive des élèves) s'est dégagé un comité 10 %, composé d'une dizaine d'élèves décidés à agir, et appuyés par un camarade de Révolution ! qui les a aidés pour la construction du comité. Face à nos revendications, l'administration s'est vue forcée à nous accorder : l'ouverture du foyer sous contrôle des élèves, panneaux d'affichage libres, 10 % organisés par les élèves...

Aujourd'hui, le comité est réellement implanté dans le CES. Malgré ces victoires, la lutte continue contre la répression et pour la liberté d'expression, d'autant que des élèves du comité 10 % ont été exclus du conseil de classe par la directrice (« la politique et le travail sont contradictoires » a-t-elle affirmé). La lutte continue !

ECOLE INTERLANGUES DE PARIS

■ A la suite de la mise à pied du délégué intersyndical Roland Gohere et de la menace de le licencier, les militants CFDT déclenchent une grève et demandent que l'organisation du travail soit discutée avec l'ensemble des intéressés, qu'une convention collective écrite et légale soit établie et respectée et appellent les autres écoles de langues ayant des problèmes similaires à les contacter.

A PROPOS DE L'ENLEVEMENT DE SOSSI

● Le communiqué N° 5 des Brigades Rouges qui ont enlevé il y a 25 jours le juge d'extrême-droite Mario Sossi, s'intitule : « Pas de pourparlers avec les délinquants ». Dans une première partie, le communiqué attaque le ministre de l'Intérieur italien Taviani qui a refusé l'élargissement de 8 prisonniers politiques dont la libération est exigée en échange du juge enlevé. Le ministre est accusé de vouloir un « héros mort » pour exploiter l'éventuelle exécution du juge Sossi.

Puis le document met en cause le commissaire de police Catalano, l'homme qui dirigerait le trafic clandestin d'armes à Gênes, en liaison avec les réseaux fascistes. D'après l'interrogatoire de Sossi, la magistrature de Gênes est au courant des liaisons flics-fascistes dans le trafic d'armes et préfère garder le silence.

Le communiqué des Brigades Rouges réclame la libération de 8 prisonniers politiques.

L'ATTITUDE DE LA BUREAUCRATIE

Le communiqué rappelle que si, de tous temps, les révolutionnaires ont été traités de bandits, de fascistes par la bourgeoisie, les ouvriers de Gênes devraient se mettre en grève pour la libération des 8 et non aux côtés de Taviani.

En effet, la bureaucratie syndicale a appelé à faire grève jeudi pour la libération de Sossi, contre la « provocation ». C'est une initiative très grave de la bureaucratie. Il est clair que les Brigades Rouges ne sont ni des « fascistes », ni des « provocateurs », mais un groupe

ultra-gauche. L'ancien mot d'ordre du mouvement ouvrier : « Nous condamnons votre erreur mais nous sommes prêts à vous défendre contre la répression de l'appareil d'Etat bourgeois » est totalement nié par les directions traditionnelles de la classe ouvrière.

Or, le communiqué N° 4 des Brigades Rouges confirmait la nature de l'action. C'est dans ce communiqué qu'ils réclament l'échange du juge contre 8 prisonniers dits de droit commun qui sont en fait des prisonniers politiques. Il s'agit de Mario Rossi et de ses camarades du groupe 22 Octobre, condamné à perpétuité pour une expropriation au cours de laquelle a été tué un jeune facteur. C'était une action pour l'auto-financement du groupe. Ce groupe, comme les Brigades Rouges, croyait inévitable le passage à court terme à la lutte armée. De fait, on a pu constater que le groupe du 22 Octobre était infiltré de provocateurs qui ont trompé la bonne foi de jeunes militants ultra-gauches, trop peu solides politiquement. Les Brigades Rouges veulent souligner par leur offre d'échange que les militants emprisonnés du 22 Octobre ont été des victimes et non des instruments conscients de la provocation.

Dans le communiqué N° 4, les Brigades Rouges publient un autre résultat des interrogatoires du juge Sossi. Il faut rappeler que celui-ci avait été le procureur du procès contre les membres du 22 Octobre. Le juge a admis que l'accusation était montée de toutes pièces, que de fausses preuves avaient été fabriquées par les flics et la magistrature.

Si l'action des Brigades Rouges est erronée, dans la mesure où elle ne tient pas compte de la situation politique italienne, ni des conditions dans lesquelles un processus de lutte armée peut être initié, elle a néanmoins été menée d'une manière rigoureuse sur le plan technique et a eu un effet propagandiste favorable au sein de secteurs larges du prolétariat et de la gauche.

Ce n'est pas un hasard si Lotta Continua, qui au début criait à la provocation, doit réajuster son tir. La grève ordonnée par la bureaucratie syndicale semble être une action destinée à étouffer dans l'œuf la sympathie que les Brigades Rouges commencent à conquérir parmi certaines couches de la classe ouvrière, qui reconnaissent en Sossi un exécutant implacable de l'injustice bourgeoise et des attaques contre la classe ouvrière. Si le magistrat avait été tué à la veille du référendum, cela aurait montré certes que certains provocateurs avaient infiltré les Brigades Rouges pour opérer ce coup de théâtre favorable à la marche vers l'Etat fort ; mais le jugement d'ensemble sur cette organisation et le sens de son action à Gênes n'auraient pu être modifiés au niveau général.

E. PELLEGRINI
membre du BP des GCR
section italienne de la
IVème Internationale

REFERENDUM SUR LE DIVORCE

● Les partisans et adversaires du divorce ont tiré les dernières cartouches de la campagne électorale. Sans entrer dans le détail de cet épisode de la vie politique italienne, il faut essayer de comprendre quelle peut en être l'issue.

Les fascistes sont le seul parti de la bourgeoisie qui ait appuyé la campagne de la Démocratie Chrétienne. En cas de victoire du OUI, c'est à dire si la loi permettant le divorce est abrogée, le poids du MSI dans la vie politique italienne croîtra dans des proportions dangereuses, à un niveau jamais atteint depuis l'après-guerre. La campagne est menée au nom de la famille et de sa hiérarchie naturelle : père travailleur, mère ménagère et fils obéissant. Il s'agit pour la droite de polariser une base de masse aimant l'ordre et de regrouper les petits-bourgeois mécontents de la liberté qui s'est développée depuis 1968. S'ils gagnent, ces chevaliers de la croix vont vouloir imposer davantage leurs propres coutumes, remettre en vigueur l'ordre, la hiérarchie dans la société. C'est à dire normaliser les usines, les écoles, etc. C'est donc une base de masse idéale pour la marche vers l'Etat fort.

Néanmoins, cela ne résoudrait pas tous les problèmes de la bourgeoisie. La crise de l'appareil d'Etat est trop évidente, la crise structurelle du capitalisme est trop profonde et les menaces d'une coïncidence avec la prochaine crise conjoncturelle sont trop réelles. Mais si le OUI gagne, l'offensive bourgeoise pourrait se développer dans une période de reflux et de découragement temporaire du prolétariat. Si le NON gagne, c'est à dire si la loi est maintenue, une crise violente va éclater dans la direction de la DC et dans la coalition gouvernementale de centre gauche. La brèche va s'élargir qui permettrait au PCI d'entrer dans la coalition gouvernementale ou même au gouvernement.

Mais dans cette hypothèse, le PCI devrait gérer une situation économique très grave au moment où les masses, encouragées par leur victoire électorale, verraient leur combativité multipliée et refuseraient de payer les difficultés conjoncturelles par le développement du chômage et la baisse de leur pouvoir d'achat.

Une dynamique « à la chilienne » s'ouvrira, une polarisation croissante des forces de la bourgeoisie interviendra dans laquelle le rôle de l'extrême-droite, du MSI, sera multiplié.

Mais les révolutionnaires offrent-ils une alternative ?
Non. L'extrême-gauche italienne

est de moins en moins « extrême ». Elle traverse un processus d'évolution centriste et tend à se subordonner aux choix des réformistes. La différence entre ses mots d'ordre et ceux des partis réformistes ou des syndicats est purement quantitative, pas qualitative. En réalité, elle paie son incompréhension de ce qu'est une dynamique transitoire. La section italienne de la IVème Internationale est encore trop faible pour jouer un rôle significatif dès maintenant, même si sa présence dans certaines usines particulièrement importantes lui permet de polariser dès maintenant une critique de l'évolution centriste de l'extrême-gauche italienne.

Il ne faut pas cependant espérer une évolution précipitée de la situation. Si le NON l'emporte, il serait peu probable que l'entrée du PCI au gouvernement se fasse immédiatement.

Une autre variable de la situation italienne repose sur l'évolution de la situation européenne (France, Allemagne, Portugal, Grande-Bretagne). En général, les observateurs prévoient une victoire du NON au référendum. Mais jamais en Italie une bataille électorale n'a été aussi ouverte. Le caractère politique de l'affrontement a été voilé par le caractère civil et religieux de la bataille. De plus, des événements tels que l'action des Brigades et le soulèvement à Eboli peuvent peser sur l'issue du scrutin. Si le OUI l'emportait, cela signifierait que la droite réactionnaire a pu récupérer certains secteurs de la petite-bourgeoisie qui s'étaient rangés aux côtés du prolétariat dans les luttes les plus importantes de ces dernières années. Une victoire du NON remettra en cause aussi le rôle de l'Eglise comme pilier du système de domination idéologique de la bourgeoisie en Italie.

En tout cas les réformistes ont contribué à alimenter la confusion la plus totale en ne donnant pas tout son caractère politique à la campagne. Ce fut le cas de certaines affiches grotesques du PCI et du PSI assurant une défense acharnée de la famille bourgeoise « qui ne serait pas menacée par le divorce ».

De même, la campagne des principaux groupes de la gauche extraparlamentaire qui n'ont pas hésité à tenir des meetings communs avec le parti libéral au nom de la défense des libertés civiles n'a pas aidé à la clarification. Mais il est sûr que l'effet des luttes ininterrompues depuis 1968 reste encore l'élément déterminant de la situation politique et sociale. Le OUI ou le NON n'empêcheront pas les orages qui s'approchent d'éclater.

E. PELLEGRINI

prison d'Alessandria

LES FLICS ONT TUE

Après le massacre du 10 mai, des manifestations ont éclaté dans plusieurs prisons italiennes.

● Tout semblait réglé. Les trois mutins de la prison d'Alessandria étaient sur le point de partir avec leurs otages ; la fourgonnette réclamée par les prisonniers était arrivée, le plein d'essence avait été fait et l'escorte de motards était constituée.

Et à 17h15, le 10 mai, les flics ont donné l'assaut. Grenades lacrymogènes, rafales de mitraillette. Cela fera quatre nouveaux morts : deux des insurgés et deux otages (la police affirme que ces derniers étaient morts avant l'assaut. Qui le prouvera ?) Avec les deux morts de la veille (deux otages tués au cours d'un premier assaut des flics), cela porte à six le nombre des victimes.

Les flics et les autorités ont préféré le massacre plutôt que de satisfaire aux exigences des mutins. Comme à Saint-Quentin en 1971, à Attica en septembre 1971, à Clairvaux en 1971, en Alabama en 1974. Car force doit toujours rester à la loi. A n'importe quel prix. Le président de la république italienne devait déclarer « que cet épisode devait constituer un avertissement pour tous ».

Et comme pendant l'affaire Buf-

fet-Bontemps, comme pendant toutes les autres affaires identiques, on peut poser la question : les flics auraient-ils tiré si les otages avaient été des « notabilités », des magistrats, et non pas de simples gardiens ou infirmières ?

Le ministre italien de l'intérieur tente maintenant de se justifier. Selon lui, l'affaire d'Alessandria était un épisode d'un plan généralisé d'insurrection dans les prisons. Ce plan, qui se serait appelé « Orange mécanique », aurait été fomenté de l'extérieur, notamment avec l'aide de la gauche extra-parlementaire. Et toujours selon le ministre, la fermeté de la police à Alessandria a permis d'éviter que ne se déclenche un mouvement identique à Padoue et Spolete.

Bref, encore un complot. D'ici à ce qu'on découvre qu'il était international, il n'y a qu'un pas. Un complot qui a fait six morts et où la police n'a pas les mains propres. On vient d'apprendre par exemple que l'infirmière trouvée morte n'avait pas été étranglée par les insurgés — ce que les autorités ont voulu faire croire depuis le début — mais tuée par balle. Qui a tiré cette balle ?

IRLANDE

■ L'un des dirigeants de l'IRA provisoire, BREN-DAN HUGUES, a été arrêté vendredi matin à Belfast. Cette arrestation intervient après celle d'IVOR BELL, autre dirigeant connu il y a quelques mois. Il semble que HUGUES ait été pris à la suite d'une dénonciation.

Alors que les arrestations ont lieu, la commission européenne des droits de l'homme dénonce les tortures infligées aux détenus irlandais. Les tortures maintes fois attaquées par les démocrates et les révolutionnaires a toujours été nié par le gouvernement britannique.

La loi de l'Habeas Corpus qui assure que nul britannique ne peut être emprisonné sans être inculpé ne s'applique toujours pas aux irlandais qui sont toujours arrêtés et détenus sur simple présomption.

POLLUTION

■ La campagne de R. Dumont a montré une large sensibilisation sur le problème de la pollution.

Deux nouveaux scandales viennent d'être dévoilés.

En Allemagne, de nombreuses usines se débarrassaient depuis des années de leurs déchets à base de cyanure. Grâce à des certificats de complaisance et des pots-de-vin, elles vidaient des récipients non conformes dans des décharges publiques. L'effet de cette manœuvre a été la contamination des nappes d'eau souterraines.

Aux Etats-Unis, le chlorure de vinyl est sur la sellette. Employé dans de nombreuses bombes aérosol, pour la pose de carreaux de sol, pour la fabrication de matières plastiques, etc... Ce produit attaque le foie entraînant de nombreuses lésions. Or, outre les 45.000 tonnes répandues annuellement dans l'atmosphère aux Etats-Unis, ce produit met en danger la vie de milliers de travailleurs.

Ces deux exemples parmi des milliers d'autres accusent le développement capitaliste. Le problème n'est pas l'utilisation du cyanure que l'on ne saurait combattre, mais la neutralisation des déchets, ce n'est pas de remettre en cause les matières plastiques mais de se donner les moyens de protéger les travailleurs contre les procédés de fabrication dangereux.

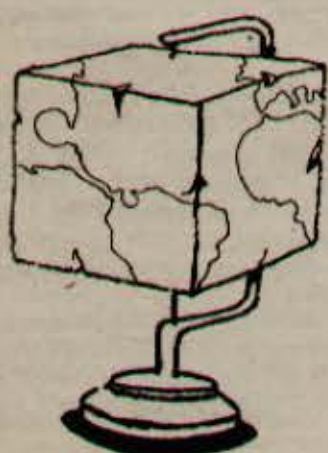
Le problème c'est de battre la logique du profit maximum sur notre dos.

CHILI:

LA JUNTE TENTE DE METTRE SUR PIED DES SYNDICATS APOLITIQUES

■ Après le coup d'Etat et l'assassinat de dizaines de milliers de travailleurs, après l'interdiction de toutes les organisations politiques ou syndicales, la junte tente de mettre sur pied des syndicats apolitiques regroupant patrons et ouvriers.

En effet le coup d'Etat n'a pas réussi à casser la résistance passive à l'accroissement des cadences, à la détérioration des conditions de travail. La classe ouvrière exprime par ce sabotage ses revendications pour un salaire décent. Dans ce cadre, la junte propulse sa « conférence permanente pour les relations industrielles et les problèmes du travail ». Cet organisme s'appuie sur des secteurs golpistes d'avant-septembre : les employés de l'industrie et du commerce. La volonté des fascistes de mettre sur place des syndicats intégrés se heurte à la conscience de classe des travailleurs. Ces préoccupations de la junte montrent les réelles difficultés de museler un prolétariat qui avait atteint un niveau de conscience politique sans précédent au cours des 3 années d'unité populaire.



aux
quatre
coins

est la lutte finale



RECONNAISSANCE DU GRP ET DU GRUNK !

Une centaine d'hommes politiques, d'universitaires et d'intellectuels ont lancé un appel à la reconnaissance immédiate du GRP sud-vietnamien et du GRUNK cambodgien. L'évolution de la situation en Indochine donne à cet appel son caractère urgent. L'orientation de la politique française aussi.

Si Giscard d'Estaing était élu à la présidence de la République, nous n'oublierions pas que sa France s'affirme aujourd'hui comme l'un des alliés les plus actifs des régimes fantoches indochinois (voir Quotidien Rouge, n° 7 et Rouge hebdo, n° 236).

Mais si Mitterrand était élu, nous n'oublierions pas non plus que — à la différence du GRUNK — le principe de la reconnaissance du GRP n'a pas été inscrite dans le programme commun. Certains arguent les accords de Paris — dont « la France » devrait être garante — pour justifier cet abandon, oubliant que le programme commun a été rédigé et adopté avant leur signature. C'est faire semblant d'ignorer que les combattants vietnamiens font de la reconnaissance du GRP un des axes essentiels de leur politique actuelle.

Les révolutionnaires vietnamiens n'ont jamais accordé au « gouvernement » fantoche une once de légitimité. « Le GRP et la RDVN, écrivent-ils, n'admettent pas... que la clique Thieu s'intitule gouvernement de la République du Vietnam... Il y a eu, de part et d'autre, reconnaissance d'une

situation de fait, à savoir l'existence de deux administrations... » (Sud Vietnam en lutte, organe central du FNL, n° 233, 234).

La différence de nature entre les deux régimes est toujours clairement souligné : le pouvoir de Thieu « repose uniquement sur le dollar et le canon US. C'est pourquoi Saigon est l'une des moins indépendantes des néo-colonies des Etats-Unis... »

Le GRP, lui, est né de la montée d'une lutte patriotique victorieuse... Son avènement fait suite à la formation de Comités Populaires d'auto-gestion en remplacement des comités locaux de l'administration saïgonnais (Sud Vietnam en lutte, n° 210). Mieux, le GRP mène une lutte diplomatique systématique sur l'arène internationale pour être reconnu comme « unique représentant authentique de la population sud-vietnamienne » (titre sur deux pages de Sud Vietnam en Lutte, n° 210, à l'occasion de la conférence d'Alger).

Si Mitterrand était élu, il reviendrait aux militants anti-impérialistes de demander l'application immédiate des clauses du programme commun telle la reconnaissance du GRUNK. Il leur reviendrait aussi de lutter pour son dépassement par la reconnaissance du GRP, la rupture des liens avec les régimes fantoches, l'organisation d'une véritable solidarité internationaliste politique, économique et militaire !

Watergate NIXON PAS ENCORE SEUL

Mme Nixon : « Je crois en l'intégrité de mon mari ».

De nombreux dirigeants républicains viennent de se rallier à ceux qui préféreraient voir le président démissionner plutôt que de courir le risque d'être mis en accusation d'ici un ou deux mois. L'un des principaux représentants républicains à la Chambre — M. John Anderson — a même répété qu'il avait envisagé, en compagnie de plusieurs personnalités républicaines, de demander officiellement au président de démissionner. A ce rythme, il ne restera bientôt plus une seule personnalité politique ni un seul journal (trois autres journaux conservateurs viennent de rejoindre la liste déjà longue de ceux qui exigent la démission ou l'impeachment de Nixon) pour prendre la défense du chef de l'exécutif. En 48 heures la seule déclaration favorable au président, est celle de... sa femme et de sa fille.

Un sondage effectué après la publication des conversations de la Maison Blanche s'est révélé des plus néfastes pour le président. 49 % (au lieu de 42 il y a une semaine) sont d'avis que le président devrait être destitué. Le sondage précise que 66

contre 24 % ne croient pas que les documents prouvent que le président n'était pas au courant des tentatives faites pour étouffer le Watergate. 55 contre 23 % pensent que Nixon savait que des bandes enregistrées avaient été détruites. 52 contre 25 % sont convaincus qu'il a autorisé l'effacement qui a permis un trou de 18 minutes dans l'enregistrement d'une conversation compromettante. Une majorité de 55 contre 24 % pense que Nixon était prêt à se soumettre au chantage des « plombiers » et à leur payer ce qu'ils réclamaient et par 67 contre 20 % ils estiment que c'est encore un motif de destitution !

Nul doute que les américains ne seront pas contents d'apprendre que plusieurs des blancs figurant dans la transcription des conversations enregistrées, sont en fait, selon le New York Times, des réflexions antisémites plus ou moins virulentes ainsi que des qualificatifs peu flatteurs pour des américains de souche italienne ou irlandaise : le président aurait ainsi parlé à de nombreuses reprises de « petits juifs », d'une « bande de juifs », d'un « réseau de juifs » etc... Rien là dedans qui puisse arranger ses affaires.

AU CAMBODGE OFFENSIVE DU FUNK

Une offensive, attendue, du FUNK a débuté le 9 mai dans la province de Kompong Thom. C'est dans cette province que le régime de Lon Nol se prévaut d'un succès de la politique américaine de « pacification » : une vingtaine de milliers de paysans, poussés par le manque de riz, auraient quitté les zones libérées et rejoint celles sous contrôle fantoche. Il s'agirait là d'un élément de la « bataille pour la population » qui serait, en tout état de cause, loin de compenser les mouvements de population qui se sont produits en direction des zones libérées (qui se chiffrent en centaines de milliers d'individus selon le GRUNC), mais qui a une importance politique, ne serait-ce que parce que la presse internationale n'a fait écho qu'à celui-là.

Chaque offensive régionale des FAPLNK a ses objectifs propres : casser la « pacification » et les ratisages de populations dans la province de Kompong Thom ; démanteler un élément du système de défense de Phnom Penh et élargir les voies de communication du FUNK à Oudong ; réduire une poche fantoche et couper l'un des points de transit vers la capitale cambodgienne à Kampot-Sihanoukville ; renforcer la situation des FAPLNK autour de Phnom Penh.

Mais l'occupation du terrain et notamment des centres urbains tenus par les troupes de Lon Nol, n'est probablement aujourd'hui

encore qu'un objectif secondaire. Il s'agit d'abord de permettre à la population des zones de combat de rejoindre les territoires libérés. Il s'agit ensuite de récupérer le maximum de matériel militaire, armement et munitions. Il s'agit enfin et surtout de créer une série d'abcès de fixation qui amènent le régime fantoche à déplacer sans cesse ses meilleures troupes, à les user dans des combats défensifs successifs, à désorganiser son système de défense.

Il est encore trop tôt pour savoir si l'offensive finale se déroulera à la fin de cette saison sèche ou au début de la suivante. Mais ce que montre une nouvelle fois l'ouverture successive de ces « fronts » en des endroits très différents, c'est que l'initiative politique et militaire reste entre les mains du FUNK. Il choisit le lieu et le moment des combats et force les troupes de Lon Nol à la défense permanente.



REVUE QUATRIEME INTERNATIONALE

- SUR LE CHILI :**
 - 4 documents dans Q.I., N°9/10 de Sept-Oct. 73.
 - Déclaration du secrétariat Unifié de la IVème Internationale.
 - 3 textes du PSR (Parti Socialiste Révolutionnaire, section chilienne de la Q.I.).
 - Interview du leader paysan péruvien Hugo Blanco.
 - Un document issu de la revue théorique du MIR (Printemps 73) : « La formation d'un secteur nationalisé au Chili ».

FRANCE	Ouvert	12Nos	50 F
	Fermé	6Nos	25 F
ETRANGER	Fermé	12 Nos	80 F
		6 Nos	45 F

COMMUNIQUE DU CAM

Il n'y a pas de trêve électorale dans les casernes ; la Sécurité Militaire a arrêté depuis un mois près d'une vingtaine de soldats à Reims, Mourmelon, etc. Il n'y a pas de trêve électorale pour les anti-militaristes dans leur soutien aux comités de soldats et aux luttes des appelés.

Le 8 mai, à Caen, lors d'une cérémonie pour l'anniversaire de l'armistice de 39-45, une cinquantaine d'anti-militaristes ont déployé des banderoles exigeant « la libération immédiate de tous les soldats emprisonnés ». Ils ont été attaqués par des flics en civil. Venu à la rescousse des flics, un ancien combattant, se servant de la hampe de son drapeau comme d'une lance, a grièvement blessé un militant du CAM, Jean Castets, étudiant, en expliquant à haute voix qu'il voulait « lui crever la peau ». C'est une tentative d'assassinat qui montre jusqu'où sont prêtes à aller les crevures galonnées pour défendre l'ordre militaire. Bien sûr, l'ancien combattant n'a pas été inquiété, alors que notre camarade blessé est menacé d'inculpation avec quatre autres militants du CAM.

Nous appelons toutes les organisations anti-

militaristes, toutes les organisations révolutionnaires, ainsi que tous les progressistes, à défendre tous ceux qui aujourd'hui, dans et hors de l'armée, sont victimes de la répression militaire.

SUEDE : VICTOIRE PARTIELLE DES DOCKERS

La grève des dockers suédois s'est terminée ce matin sur une demi-victoire : le patronat refusait de négocier avec l'organisation syndicale qui représente 75 % des travailleurs, mais sous la pression d'une grève active, il a cédé des concessions intéressantes.

Dans les grands ports, d'importantes augmentations du salaire mensuel ont été accordées, bien supérieures à la moyenne nationale.

C'est par 66 % des voix que la reprise a été votée. Cependant la lutte continue. En effet dans les petits ports, le salaire est encore fonction de la quantité de travail effectué, les heures supplémentaires peuvent être obligatoires.

Enfin, si le syndicat majoritaire n'a pas signé les accords pour ne pas se priver du droit d'appeler à la grève, il est inadmissible que le patronat refuse toute négociation avec lui. A l'automne, de nouvelles négociations centrales sont prévues. Les dockers seront à la pointe du combat revendicatif.

INDE : LA GREVE DU RAIL

Le comité de coordination des cheminots a rejeté samedi la triple proposition gouvernementale qui liait l'ouverture de négociations et la libération des syndicalistes emprisonnés à l'arrêt de la grève. Trois des membres du comité de coordination sont actuellement incarcérés et les grévistes demandent la libération inconditionnelle des détenus, dont le nombre atteindrait aujourd'hui 10 000 !

Sur les grands axes du continent, quelques trains roulent, protégés par l'armée, mais accumulent de très importants retards. Le 10 mai, le comité national de grève annonçait que le mouvement était suivi de 92 % à 98 %, et l'ensemble des centrales syndicales, à l'exception de celle dominée par le Parti du Congrès (parti gouvernemental) appelaient à une grève générale de solidarité pour le 15 mai.



aux quatre coins

Italie sur l'article paru samedi

A la lecture de l'article « Divorce à l'italienne », publié dans le Quotidien Rouge de samedi, plusieurs choses m'apparaissent erronées.

1. Il est juste d'analyser le référendum comme un moyen pour la bourgeoisie italienne de permettre l'instauration d'un Etat fort, « d'une sorte de gaullisme à l'italienne ». Mais pourquoi dire alors que « le mot d'ordre central de la gauche révolutionnaire » est « non à la DC, non au fascisme ». Etat fort et dictature fasciste ne sont pas synonymes.

2. D'autre part parler de la bataille de la « gauche révolutionnaire » sur le « front culturel », comme si l'extrême-gauche était un tout homogène, n'est pas très probant. Il aurait fallu signaler par exemple que dans le débat sur le divorce, certains groupes avaient des positions plus qu'ambigües. Lotta Continua par exemple qui oppose à la famille « bourgeoise » la défense d'une « famille prolétarienne ». Ce que fait aussi Avanguardia Operaia.

3. Enfin, il n'est pas possible de passer sous silence la question des alliances dans la lutte pour le non. Non seulement le PCI, mais Lotta Continua et Avanguardia Operaia ont cautionné la conception d'un « front laïque », étendu à des « ailes démocratiques » de la bourgeoisie, organisant par exemple des meetings et des manifestations aux côtés du Parti Libéral ou Républicain. Cette politique opportuniste, refusée, à juste titre, par les camarades italiens des GCR (Gruppi Comunisti Rivoluzionari, groupes communistes révolutionnaires), s'insère dans un glissement à droite d'une grande partie de l'extrême-gauche italienne, marqué en particulier par un suivisme grandissant à l'égard de la bureaucratie syndicale.

F.L.

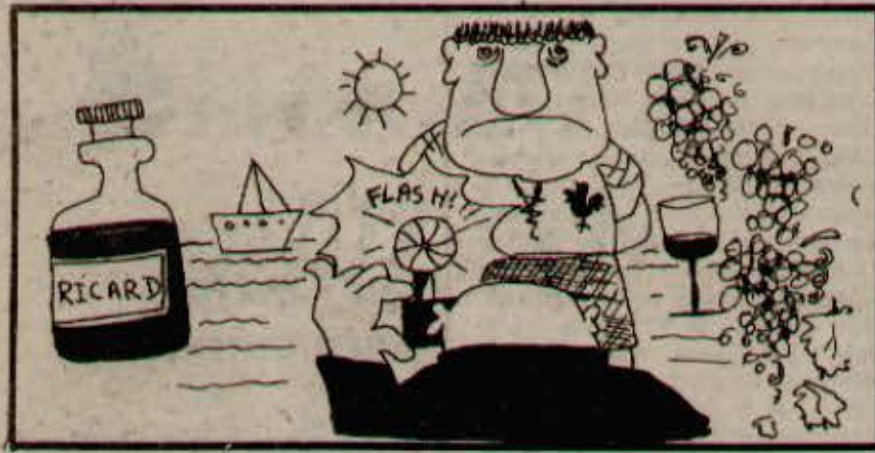
MEETING REVOLUTION

Mardi 14 mai 20 h 30
Cinéma MESNIL-PALACE

avec : I. JOSHUA
H. MALHER

1 camarade Révolution Afrique
1 camarade AL CHALALA

LA FINALE ET LE RESTE



● Béziers-Narbonne, finale occitane, finale du vignoble. Les ethnologues parisiens sont ravis de cette empoignade de bons sauvages venus du sud. Même la presse de gauche n'hésite pas à vanter les mérites du rugby, sport populaire, sport d'équipe et de village, sport amateur, contre les sports d'élite. Comme si le rugby n'était pas aussi une courroie de transmission efficace entre la politique et l'électorat. Comme si, depuis dix ans, la fédération de rugby et les équipes n'étaient pas l'enjeu d'une bataille acharnée entre le gaullisme (en quête d'implantation municipale) et la vieille social-démocratie. Comme si, à Agen, à Brive, à Montauban, on n'allait pas aussi au stade comme on allait naguère à l'église, pour montrer ses toilettes, entretenir ses relations, et chercher un parti.

Europe N° 1, Radio Monte Carlo ont découvert l'oiseau rare : toute la semaine, le supporter fanatique de la finale, a eu le monopole des ondes. Traitant de cons la moitié (à ses dires) des Narbonnais et des biterrois qui ne se déchainent pas pour la victoire de « leur » équipe, il a même affirmé, péremptoire : « ici, les élections présidentielles, on ne connaît pas. C'est de la politique. C'est pas bon pour le rugby. » Il est vrai que le rugby, dans la région, est l'occasion de grandes passions. Chaque village ou presque a son équipe, et pour des jeunes contraints de se retrouver et de « faire la fête » ensemble. Mais cette fête a peu de choses à voir avec l'orchestration folklorique qui accompagne les finales des grandes équipes, que joue le lobby des dirigeants de clubs. Eux s'attachent, à coups de mille gadgets et de superbes bénéfices prélevés à l'entrée des stades, à encourager le chauvinisme, l'esprit de clocher sans lequel, il semble aujourd'hui, que le rugby ne pourrait plus vivre. Ce sont ces mêmes dirigeants qui professionnalisent les équipes de Narbonne ou de Béziers : on ne compte plus les « dons en nature » qui s'ajoutent au 5000 F pour la demi-finale et au million pour la finale, que chaque

joueur recevra cette fois-ci en sous-main. Que les plus grands cafés de Béziers appartiennent aux frères Vacquerin ou à Estève, qu'une des plus solides entreprises de location de voitures de la région soit aux mains des Spanghero, voilà de quoi rassurer ceux qui s'inquiètent de l'avenir de l'amateurisme.

Quant à la politique, tant redoutée, il est de notoriété publique ici qu'elle a saisi depuis longtemps chacune des équipes. Et quelle politique ? Estève, est à Béziers, le garde du corps de Leroy-Beaulieu, ancien député UDR ; il dirige les équipes de collage des SAC et des CDR. Aussi ne craint-il pas de s'afficher aux premiers rangs des « supporters » de Chaban, lors du passage de ce dernier à Montpellier ; et tant mieux si cela est largement souligné par la presse régionale, ça fera autant de voix de prises. Même option à Narbonne pour les frères Spanghero. Mas, président de Béziers a cette fois-ci monté une géniale opération : 5 cartes d'invitation au Parc des Princes pour que Giscard, Anne-Aymone, Jacenthe et consort, puissent assister à la finale, à la barbe de Mitterrand.

Les bernés dans cette affaire, ce sont ceux qui aiment le rugby et la fête. D'abord parce qu'il faut se déplacer à Paris pour suivre la finale. N'y a-t-il pas au sud de la Loire, de stade qui puisse accueillir les équipes et les supporters ? Faut-il que le fric règne en maître sur le rugby pour en arriver là ? Faire 1800 kilomètres pour voir le match des équipes de 2 villes séparées par 20 kms, n'est-ce pas le comble de l'absurde du centralisme français ?

Mais il y a aussi le folklore dont le moindre journaliste ne peut s'empêcher d'affubler le supporter local. Et plus celui-ci semble borné, arriéré, demeuré, plus il a de chance d'avoir la parole sur les radios et dans la presse parisienne. C'est aussi que la finale devient l'occasion (une de plus) de présenter le « Sud » comme une région exotique où le touriste peut faire son profit des plages, des corridas, du vin rouge et du rugby...

L'exotisme où ne dépare pas l'autochtone, primitif et attardé.

Correspondant le 10 mai 74.

UN CHAMPION POUR TOUS LES FRANÇAIS

● A l'heure où la campagne pour le deuxième tour bat son plein, Sanguinetti vient de promettre que ce serait du vrai « catch ». Ça a d'ailleurs déjà commencé : fusillade contre des militants du FCR, contre

des permanences du PCF, coups de poing contre des colleurs d'affiches du PS. Et ça risque de continuer... Ce qui a moins été remarqué, c'est la débauche du langage militaro-sportif utilisé pendant cette campagne. Toute la presse bourgeoise et réformiste abuse de métaphores et de comparaisons sportives. Ainsi, Chaban, tennisman bien connu des mininettes du Sud-Ouest, le « mieux placé au départ » dans le « tiercé présidentiel », est parti vite, trop vite même. Arrivé dans la dernière ligne droite, en vue de la ligne d'arrivée, il a perdu le rythme et s'est fait distancer d'une bonne longueur. Le « Journal du Dimanche » du 28.4.74 dans un dessin typique nous présentait quatre coureurs à pied échelonnés le long d'une piste d'athlétisme. En tête des « pronostics » : Mitterrand, suivi à quelques longueurs de Giscard, puis de Chaban et enfin de Royer, « courageuse lanterne rouge » de ce « marathon électoral ». « Les candidats entrent aujourd'hui dans la ligne droite, disait ce canard, dimanche à 20 heures, deux d'entre eux passeront le poteau d'arrivée ». Le même Chaban comparait le 1er tour à une demi-finale de coupe de France et affirmait que le gouvernement c'était comme une équipe de rugby qui devait pousser en même temps pour s'emparer du ballon à l'introduction de la mêlée.

ou les partenaires (sportifs) sociaux dialoguent sur un même terrain avec des règles communes et un arbitre impartial : l'Etat ; c'est la politique de la participation et des contrats de progrès où chacun fait preuve de loyauté et de fair play. Comme l'écrit Gramsci, la bourgeoisie « conçoit le développement historique comme une compétition sportive avec son arbitre et ses règles pré-établies qu'il faut loyalement respecter ».

L'importance idéologique du sport bourgeois a d'ailleurs amené les principaux candidats à solliciter l'appui public dans des comités de soutien, des sportifs renommés.

LES CHAMPIONS AU-DESSUS DES CLASSES.

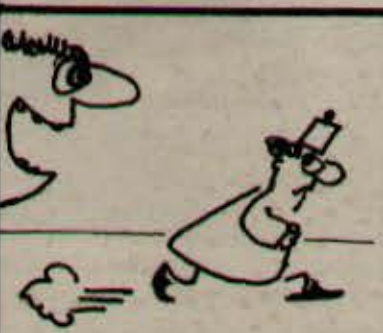
Ainsi Jazy et Darmon ont soutenu Chaban (on se souvient que l'équipe de France de rugby avait soutenu Pompidou), tandis que Goitschel soutenait Giscard et que Mitterrand obtenait les suffrages de champions « avancés » M. Bernard (rival malheureux de Jazy), de M. Dupureur, de R. Géminiani (« progressiste » s'il en fût), de C. Guimard, de H. Bonnet (ancien directeur de l'équipe de France de ski), etc...

Quant au programme sportif des candidats, la misère est totale. Mitterrand, s'appuyant sur le programme commun (sur lequel nous reviendrons prochainement) promet des crédits aux profs et des stades et se prononce contre les concours de pronostic qui existent pourtant dans certains pays de l'Est ; Royer, lui, veut développer des moniteurs sportifs musclés dans les clubs et les écoles afin de donner aux jeunes le 2 sens des responsabilités corporelles (c'est à dire leur refuser le plaisir sexuel). Il a d'ailleurs affirmé qu'une « âme saine dans un corps sain » donnait un cœur (sportif) à la France.

Giscard, lui, aime se faire photographe en tenue de footballeur. Pour le reste il s'en remet au programme sportif d'Ordre Nouveau : des stades (comme au Chili) pour tous les militants de gauche avec entrée gratuite dans les vestiaires des commissariats. Mais on sait déjà que le futur président sera celui de tous les français, comme nos champions qui sont « au-dessus des classes ».

Jean Marie BROHM (Paris).

VILLE DU MIDI, APRES LA VICTOIRE DE L'EQUIPE LOCALE



ON S'ENNUIE PAS AVEC LES COPAINS

LE RING ELECTORAL

La presse n'hésite pas par ailleurs à parler de « round d'observation », de « ring électoral », de « face à face », de « punch », de « coup bas », de « score », d'« attaque de force », de « balle qu'on se renvoie », de « percée au centre », etc... On évoque Monzon Napolés (Mitterrand, X...), « Une de Mai » (Arlette), le « fleuret moucheté » de Giscard, les « performances du fonceur » Royer, le « jockey » Lecanuet qui chevauche toutes les ganaches de la droite...

L'aurore du 29.4.74 a écrit : « Si dans ce match, la boxe a ses priorités, le rugby avec ses piliers, ses demis d'ouverture et ses débordements par les ailes n'est pas le moins du monde oublié ». Sur un plan plus général toute la vie sociale et la lutte des classes sont conçues comme un immense match sportif



encore chaud

le quotidien ROUGE
10, impasse Guilmé
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82
L'AVENIR GRAPHIQUE
La directeur de publication : Daniel Bensaïd

DIJON : 4 HEURES SUR L'AVORTEMENT ! 4 HEURES SUR LA LIBERATION DES FEMMES !

■ Vendredi 10 mai, plus de 1000 personnes ont assisté de 19 h à 23 h, à l'appel du MLAC et des organisations qui le soutenaient (Antinorm, CA Santé, FCR, GIS, Libre Pensée, LO, OC Révolution, PSU, Front Rouge), à une exposition de panneaux dénonçant la double exploitation de la femme et à la projection intégrale d'Histoire d'A. La soirée s'est passée sans incidents. C'est une remarquable réussite politique pour le MLAC et les organisations qui le soutenaient. C'est aussi à Dijon une étape importante dans la mobilisation sur ce terrain et, dans le contexte électoraliste actuel, un avertissement de poids.

L'UNION FEDERALE DES MAGISTRATS SE TRANSFORME EN SYNDICAT

■ A l'issue de son Congrès annuel, l'Union Fédérale des Magistrats a décidé de se transformer en Union Syndicale de la Magistrature (USM).

Pour André Braunschweig, président de l'UFM, il s'agit par cette décision de « bénéficier des avantages et des garanties portant sur la liberté syndicale ». Mais le fond de la question n'est-il pas que l'UFM — qui continue à se prétendre strictement apolitique — veuille essayer par là de contre-carrer le développement du Syndicat de la Magistrature, dont les prises de position font de plus en plus grincer les dents ?

CONFERENCE DE PRESSE DU MOUVEMENT D'ACTION JUDICIAIRE (MAJ), DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE ET DE LA FEDERATION CFDT DE LA POLICE.

■ Ces trois organisations organisent une conférence de presse sur le thème : « Les libertés en question », le mardi 14 mai, à 11 h. Dans le texte de l'invitation remise à la presse, sont précisés les thèmes qui vont être abordés : les lois spéciales (anti-casseur, anti-drogue), les dissolutions d'organisations politiques, le développement des fichiers, la répression dans les institutions publiques (affaire Le Breton), etc...

GISCARD : TOUJOURS SOCIAL !

■ Les élèves infirmières sont en grève depuis plusieurs semaines : elles demandent une augmentation de leur indemnité de misère de 350 F. Et voici la réponse du ministère des finances à une délégation de grévistes le jeudi 9 : nous ne vous accorderons rien car sinon il faudrait augmenter tous les travailleurs des hôpitaux, et ça, pas question ! Sans commentaire.

MEETINGS FCR	
Lundi 13 Mai. TOURS avec A. Krivine	Jeudi 16 mai. GRENOBLE avec A. Krivine
Mardi 14 mai. TOULOUSE avec A. Krivine	POITIERS BLOIS avec G. Filoche
ORLEANS avec G. Filoche	Vendredi 17 mai BEAUVAIS avec A. Krivine
Mercredi 15 mai. LE HAVRE avec Alain Krivine	REIMS avec G. Filoche